

# UNION DES COMORES

*Unit –Solidarit -Développement*

Allocution de Son Excellence Monsieur  
**AHMED ABDALLAH MOHAMED SAMBI,**  
Président de l'Union des Comores  
à la Conférence Internationale de suivi sur le Financement du  
Développement chargée d'examiner la mise en œuvre  
du Consensus de Monterrey

- **Son Altesse l'Emir du Qatar,**
- **Excellence Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,**
- **Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**
- **Distingués Délégués,**
- **Honorable assistance,**

Permettez-moi tout d'abord de joindre ma voix à celle de mes prédécesseurs à cette auguste tribune, pour exprimer à Son Altesse HAMAD BIN KHALIFA AL-THANI, Emir du Qatar, ainsi qu'au peuple et au Gouvernement frères du Qatar, la profonde gratitude de la délégation comorienne pour l'accueil chaleureux et fraternel qui nous est réservé et pour les facilités mises à notre disposition, à l'occasion de ce rendez-vous si importante de la communauté des nations, pour faire le point sur le financement du développement.

Permettez-moi également d'exprimer nos remerciements à Son Excellence le Secrétaire Général des Nations Unies pour la façon exemplaire avec laquelle il s'acquitte de sa noble mission.

**Excellences, Mesdames et Messieurs,**

Depuis quelques mois, tous les continents et tous les pays, vivent une crise financière internationale, sans précédent, que les experts qualifient de la plus grave depuis celle de 1929.

Précédé de la double crise alimentaire et énergétique, cette crise produit, aujourd'hui, ses effets aussi bien dans les pays riches que dans les pays pauvres.

Mais si la récession frappe de plein fouet les pays les plus nantis, vous pouvez imaginer la situation des pays en développement dont mon pays, l'Union des Comores, Petit Etat Insulaire en Développement, en situation post-conflit, dont tous les efforts déployés par le Gouvernement pour réduire la pauvreté et réaliser les Objectifs du Millénaire pour le Développement, sont largement compromis.

Comment ne pas s'alarmer, alors que l'aide publique au Développement, qui a connu un recul ces dernières années, risque, si l'on s'en tient qu'aux promesses, de connaître une baisse drastique, dans les mois et années à venir ?

Comment rester indifférent alors que la baisse probable de la demande de consommation des pays riches et émergents, risque également d'engendrer la baisse des prix des matières premières qui restent, pour beaucoup de pays africains, la principale source de devises ?

Comment ne pas être inquiet en ces temps incertains, ou l'on doit s'attendre à un ralentissement des investissements privés et à un tassement des transferts de fonds de la diaspora qui constituent, dans un pays comme le mien, une source vitale de devises ?

Comment, enfin, continuer à répondre aux besoins sociaux de base de nos populations tout en honorant nos engagements de remboursement d'une dette extérieure, qui reste de plus en plus contraignante, pour nos économies nationales.

Toutefois et paradoxalement, cette période d'incertitudes et pleine de nouveaux défis, n'a jamais été aussi porteuse de promesses extraordinaires, si nous avons le courage de prendre les décisions qui pourraient changer le cours de l'histoire et faire de la pauvreté une histoire ancienne.

En effet, l'engagement de la communauté internationale en faveur du développement et du respect de la dignité humaine a démontré ces dernières années que la pauvreté, qui est intellectuellement indéfendable et moralement inacceptable, dans le monde d'aujourd'hui, peut et doit être vaincue.

Aussi, la volonté manifestée par des membres de la communauté internationale, de mener une action concertée d'envergure pour enrayer la pauvreté, notamment à travers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement, doit se matérialiser.

Le Consensus de Monterrey, point de départ d'un nouveau partenariat entre les pays riches et les pays pauvres, pour avoir mobilisé les dirigeants, les citoyens, les groupes de la société civile a donné naissance à un mouvement populaire qui a exercé une énorme pression sur les gouvernants.

Il s'avère également nécessaire, pour parvenir à la moralisation du commerce mondial, aujourd'hui défavorable au développement, de permettre aux pays africains de donner les moyens à l'Afrique de lutter, à armes égales, face aux subventions injustes et aux tarifs douaniers prohibitifs, à travers une représentation plus équitable au sein du Fonds monétaire International, de la Banque Mondiale et du G-20.

Certes, nous les pays en développement, nous engageons, de plus en plus, à formuler des stratégies de croissance et de réduction de la pauvreté dans le respect des droits humains.

Certes, nous ne ménageons aucun effort en vue de mettre en place des politiques macro-économiques et des cadres incitatifs en vue de mobiliser l'épargne intérieure, d'attirer les investissements internationaux et d'utiliser plus efficacement l'aide publique au développement.

Et si beaucoup de chemin reste à parcourir pour tenir la promesse prise, d'investir dans leur capital humain et de mobiliser leurs ressources nationales, les portes de nos pays sont largement ouvertes aux entreprises et aux investissements.

Toutefois, face à la crise actuelle qui compromet ces efforts, nous avons besoin d'un accompagnement, sans faille, de nos partenaires au développement et attendons d'eux, des décisions concrètes et ambitieuses.

Nous attendons que les engagements pris en ce qui concerne l'annulation de la dette soient scrupuleusement respectés et que l'aide au développement promis soit effectivement mobilisée, au profit de la lutte contre la pauvreté.

Nous avons tous à y gagner si les sociétés sont plus stables, les marchés plus forts et l'économie mondiale bien réglementée.

Le principe cardinal du Consensus de Monterrey, et l'essence même du partenariat pour le développement, est que les États sont responsables non seulement vis-à-vis du peuple qu'ils servent, mais aussi vis-à-vis les uns des autres.

Aussi, devons-nous agir de concert pour que cette conférence donne les résultats escomptés. C'est une occasion à saisir pour servir la cause du développement, ainsi que celles de la sécurité et des droits de l'homme, qui y sont étroitement liées.